

A.I.R.E.

Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence

LETTRE DE LIAISON N° 15

PRINTEMPS-ÉTÉ 1997

SOMMAIRE

- Le Revenu d'Existence, l'Emploi et l'Euro**
Yoland Bresson
- Le temps retrouvé**
Notre société desséchée hurle de ses besoins non satisfaits
Serge Dumartin
- L'argent existe. Il suffit de le répartir mieux**
Serge Dumartin
- Ouvrons le débat !**
Revenu d'Existence, droit de l'homme et fondement
d'une économie solidaire par
Philippe RICHE
- Les nouvelles du réseau B.I.E.N.**
(Philippe RICHE)
- Les nouvelles de l'association**

Secrétariat de l'A.I.R.E. : Mme Ch. BERNARD 33 avenue des Fauvettes
91440 Bures-sur-Yvette

Pensez à renouveler votre abonnement à la lettre de liaison : 200 F/an (4 numéros) par chèque à l'ordre de A.I.R.E.

L'abonnement est gratuit pour les membres de l'association à jour de leur cotisation.

Le Revenu d'Existence, l'Emploi et l'Euro

La distribution d'un revenu d'existence en francs, parallèlement à l'introduction de l'Euro, préservera notre cohésion sociale et facilitera l'adaptation de notre économie à l'intégration européenne.

La campagne électorale est terminée et les électeurs sont restés indécis, perplexes, insatisfaits. Tous les candidats allaient répétant : l'emploi est la priorité, mais aucun programme ne paraît en mesure d'éradiquer le chômage à la hauteur des 3 millions de chômeurs recensés ni évidemment des quelques millions supplémentaires d'exclus et d'angoissés. Ces incantations à l'emploi et cette impuissance deviennent pathétiques.

Acceptons au contraire la réalité. Le plein-emploi est fini, il ne reviendra plus. Faisons le deuil de l'emploi tel que nous l'avons connu : un contrat de travail à durée indéterminée, quasiment garanti à vie qui assurait un revenu régulièrement croissant jusqu'à la retraite, la norme du salariat. La période de deuil est toujours douloureuse, mais lorsqu'on en sort la vie renaît se parant de nouvelles couleurs. C'est le cas de notre société. Tous ceux qui espèrent encore retrouver le plein-emploi perdu s'accroche à un monde révolu. Ils ne peuvent que tenter de perpétuer l'ancien en revenant aux origines du salariat. De l'emploi avant tout, par nécessité vitale, sous toutes ses formes les plus précaires, les plus faiblement rémunérés, les plus attentatoires à la dignité humaine sous le prétexte justement que seul l'emploi confère le statut et donne à l'homme sa dignité. Ils confondent l'emploi qui est un mode de contractualisation du travail devenu marchandise avec le travail lui-même. Le plein-emploi salarié est fini, mais le travail n'a pas de limite et la pleine-activité où l'homme trouve son épanouissement devient possible.

Quand les activités rémunérées deviennent plus aléatoires, intermittentes prenant encore la forme de l'emploi salarié, mais à durée limitée, comment organiser la société de façon à ce que chacun puisse exercer ses talents en sécurité, en liberté et en efficacité pour lui et pour la communauté ? Oublions cette forme d'esclavage moderne qu'est le salariat, où tout

le monde, aux mêmes heures, s'acheminait vers son lieu de travail, comme les esclaves conduits en rang, enchaînés, vers les champs. Salarié-esclave, l'expression va paraître excessive. Elle est utilisée à dessein. L'esclave pour vivre, chichement, devait trouver un maître ou mourir. Le salarié aussi, pour vivre même petitement, puisque seul l'emploi donne un revenu en monnaie, doit impérativement trouver un employeur ou s'exclure de la société. Voilà pourquoi, aujourd'hui, tous se retournent vers les chefs d'entreprise en s'écriant : créez des emplois ! Et eux n'en peuvent mais, parce qu'eux aussi doivent survivre.

Le mode de production change, nous sommes emportés par une mutation d'une ampleur et d'une rapidité sans pareil dans l'histoire. Le plein-emploi salarié pour quelques pays dans le monde, en quelques années, a accompli un miracle : Il a vaincu la rareté matérielle, il a épuisé les potentialités de l'association machines travail primaire peu qualifié de masse. Vient la satisfaction de désirs plus que de besoins matériels, l'échange immatériel, la révolution informationnelle, le capital humain comme principal facteur de production et source de richesses. Sans préjuger des formes exactes de la société post-salariale, il est évident que si nous voulons construire ensemble une organisation sociale adaptée au monde nouveau de l'intermittence et de la créativité infinie de l'esprit humain, comme il fallait libérer l'esclave de la tutelle obligatoire du maître, il faut libérer aujourd'hui le salarié de la tutelle obligée de l'employeur. Il faut couper le lien strict emploi-revenu, donner à chacun, inconditionnellement, un même revenu d'existence que chacun complète par des revenus d'activités de plus en plus librement choisies.

Certains, pourtant convaincus de cette nécessité, s'effraient de l'ampleur de la transformation, surtout que nous sommes engagés dans la construction européenne. Les critères de Maastricht, l'arrivée de l'Euro constitueraient des obstacles infranchissables. C'est tout le contraire ! l'Euro est une opportunité historique, comme une étonnante conjonction de nécessités se servant l'une de l'autre.

La monnaie est non seulement médiatrice des échanges et réserve de valeurs, elle est comme une langue commune fixant l'identité et la cohésion sociale. L'Europe a besoin de cette langue commune monétaire pour s'unifier réellement et socialement, comme elle aura besoin d'un parler compréhensible par tous les européens pour se construire une culture. À cet égard l'exemple de l'échec de l'Espéranto est à méditer. Il serait bien plus efficace que l'Europe investisse aujourd'hui dans des traducteurs individuels automatique, pour que tous les européens se comprennent sans difficultés en continuant à penser dans leur langue maternelle. Il en est métaphoriquement de même pour l'Euro.

Pendant au moins trois ans, et sûrement plus à l'expérience, chaque pays vivra avec deux monnaies, le Franc et l'Euro par exemple. Les niveaux de revenu d'existence sont différents selon les pays et ce sont les taux de change qui les uniformisent. L'Europe sera une réelle communauté économique intégrée quand il existera, évalué en Euro, une même valeur monétaire du temps, c'est à dire un même revenu d'existence pour tous les Européens. En attendant, le bimonétarisme de fait permettra d'allouer en France le revenu d'existence en

Francs tandis que les revenus d'activités seront distribués en Euros. L'augmentation de la masse monétaire en Francs pendant la période de transition, nécessaire à l'instauration du revenu pour tous, n'aura aucune incidence sur les données macro-économiques françaises dépendantes de l'Euro. La volonté d'épargner le montant du revenu d'existence en franc s'en trouvera amoindrie, et ces revenus alimenteront des dépenses de consommations prioritairement affectés à des échanges de proximité vivifiant les économies locales. Quand à ceux qui voudraient capitaliser leurs revenus d'existence, la mauvaise monnaie chassant la bonne, ils les transféreront en Euros, en supportant au passage un taux d'intérêt négatif.

Ainsi, l'association d'un revenu d'existence alloué en monnaie nationale, préservant la cohésion sociale, indispensable à l'adaptation de nos sociétés vers plus de liberté de choix de vie, permet en même temps une diffusion progressive de l'Euro, sans les bouleversements et les déchirures qu'une introduction rapide et forcée va provoquer.

Yoland BRESSON

Le temps retrouvé

Notre société desséchée hurle de ses besoins non satisfaits

Dans deux articles parus dans La Croix, respectivement le 11 février et le 15 mai 1997, Serge Dumartin montre comment le congé hebdomadaire, les congés payés, la retraite, la réduction d'horaire sont du temps retrouvé et pourquoi le revenu d'existence s'inscrit parfaitement dans l'accroissement continu du temps libre.

Chacun a pu lire dans *La Croix* du 22 janvier deux réflexions voisines : l'une de Jacques Duquesne "Que faire du temps libéré", l'autre de Michel Drancourt "La retraite à 55 ans".

Voilà enfin éclairée la cause principale de la mutation sociale actuelle : l'augmentation accélérée du temps disponible dans notre vie. La plupart des autres phénomènes en découlent, de sorte que les solutions passent d'abord par la réponse à ces deux questions : qu'allons-nous faire de ce temps nouveau, et comment le financer ? Nos deux auteurs s'y essaient,

J. Duquesne à la première (je résume), "le temps libéré impose une grande politique culturelle", et M. Drancourt à la seconde, "il faudra une économie efficace pour en supporter les frais". Ils indiquent les bonnes pistes. Où sont les vraies réponses ?

Le président Chirac nous invitait, lors de ses vœux, à "penser et agir autrement". Obtempérons. Commençons par penser la réalité nouvelle, l'action suivra. Mais attention, c'est un exercice difficile et exigeant. Autant écouter notre vieux Descartes et faire table rase des idées reçues. Faisons le ménage dans nos têtes et changeons de lunettes. Dans ce qui suit, je n'invente rien. Je rassemble ce que beaucoup disent déjà, et j'en fais écho. Tous disent aussi que rien ne se fera sans l'Europe ni hors d'elle. À des modalités près, nos partenaires vivent la même situation. À l'Europe de proposer un modèle commun.

Nous découvrons d'abord d'étranges similitudes. Le chômage, par exemple, n'est pas une maladie, ni un accident, ni le produit d'erreurs politiques. Le chômage *est* du temps libéré par la coïncidence d'une forte demande de travail (démographie) et d'une offre réduite d'emplois (productivité, concurrence, etc.). Mais il est de même nature que le congé hebdomadaire, les congés payés, la retraite, la réduction d'horaire, qui *sont* eux-mêmes du temps libéré peu à peu détaché du temps professionnellement contraint. L'augmentation de l'espérance de vie *est* aussi du temps libéré par le progrès de l'hygiène et de la médecine. Quelle différence de nature entre les financements des congés payés, du chômage et de la retraite ? Aucune, sinon qu'ils sont versés à des guichets différents. Dans les trois cas, il s'agit de salaire différé. C'est d'ailleurs là que le bât blesse en France où le salaire assure la couverture de la plupart des risques.

Peut-on mesurer le temps libéré nouveau : chômage et réductions d'horaire, compte tenu du décollage récent du temps partiel ? Ce serait actuellement de l'ordre de 25 % de ce que représentait naguère le plein emploi à 40 heures. On pourrait donc réintégrer tous les chômeurs et rétablir le plein emploi à 30 heures par semaine ! Voilà un objectif pour les discussions en cours. Mais d'ici là s'accroîtra la fragmentation de la durée des emplois. Les chômeurs retrouveront des périodes de travail et les salariés en perdront. Ensemble, ils deviendront des travailleurs intermittents, forcément — et heureusement — plus autonomes et plus responsables dans la gestion de leur carrière et la maîtrise de leur temps libre.

L'argent existe. Il suffit de le répartir mieux

Des proches qui lisent *La Croix* me present, goguenards : "Alors, ce financement ?" J'avais en effet promis, à la fin du "Temps retrouvé" (Forum du 11 février) d'évoquer dans un article ultérieur des solutions proposées pour solvabiliser toutes ces périodes de notre vie peu à peu gagnées sur le temps de travail qui diminue et sur la mort qui recule.

J'ai tardé parce que c'est difficile. Mainte-

Il doivent apprendre à s'y habituer, car le phénomène est irréversible et se poursuivra. L'école doit y préparer désormais.

Qu'allons-nous faire de ce temps nouveau ? Le temps de l'inaction obligée des chômeurs est stérile, alors que notre société desséchée hurle de ses besoins non satisfaits. Ranimons déjà les activités de service (aujourd'hui sacrifiées sur l'autel des coûts) qui tissaient l'heureuse relation sociale dans les quartiers comme dans les villages, puis développons les activités d'accompagnement à l'évolution technique de la vie moderne, offrons les contrepoids culturels nécessaires (merci J. Duquesne) ; voilà de quoi mobiliser nos capacités, nos envies, notre créativité, de quoi donner sens à notre liberté⁽¹⁾ et, au bout du compte, enrichir économiquement le pays. Les chrétiens devraient apprécier ces perspectives.

Toutes ces options sont en germe dans ce laboratoire du futur qu'est le monde associatif. Il conviendrait d'en élargir et structurer le champ, pour en permettre l'accès autant aux chômeurs qu'aux salariés en état de loisir. Mais aussi aux retraités qui veulent s'occuper, à condition d'en avoir les moyens. À ce point de la pensée nouvelle, se pose, incontournable, la question du financement de tous ces temps retrouvés qui sont de nature (ce que nous verrons dans un prochain article). Évidemment, la grande affaire.

(1) J.-B. de Foucauld : "le temps est la ressource fondamentale du sens" (*La Croix* du 31/05/1997).

Serge DUMARTIN

nant, avec la campagne, on me dit que c'est trop tard. Ce n'est jamais le moment en France pour un débat d'idées. Mais le temps n'a pas d'âge, il se rit de nos urgences électorales. D'ailleurs, il nous a déjà rattrapés.

Cette expansion du temps libre a du mal à être perçue par ceux qui ont la sécurité de l'emploi ou des fins de mois assurées, ceux-là mêmes qui ont les moyens de se faire entendre.

Ils sont même enclins à la nier, tant il leur paraît difficile de changer l'ordre des choses. Au contraire, l'irruption du temps prend à la gorge le salarié licencié du jour au lendemain, le précaire en fin de CDD, le pré-retraité qu'on renvoie chez lui, le SDF... Il faut pourtant éclairer les uns et rassurer les autres : le temps libéré s'accroît de façon irréversible, mais l'argent pour nous l'offrir existe, si on veut aller le chercher là où il est.

Un ami de Cachan m'écrit, nous invitant à : "penser autrement" (et à "anticiper", comme demande le président de la République) : "Le revenu national (le PNB) fait vivre tout le monde dans le pays, soit en revenus directs ou différés, soit en revenus de redistribution. Depuis vingt ans, le PNB a doublé et continue d'augmenter malgré la baisse régulière du temps de travail nécessaire pour le produire. Il y a donc assez de ressources pour financer le temps dit improductif." Irréfutable, à condition que les tendances des deux termes (plus de PNB et moins de temps de travail) persistent, et que la ressource soit suffisante pour rémunérer tout le monde.

Les tendances ? Elles sont séculaires : en cent cinquante ans, la durée annuelle du travail s'est réduite de 2,5 fois, quand le niveau de vie moyen décuplait. Productivité et réduction d'horaire continueront longtemps à se faire la courte échelle. Côté PNB de même : notre créativité et nos rythmes, sauf désenchantement passager, ne sont pas prêts de lâcher. La ressource est-elle suffisante ? Globalement, oui. Mais répartie de façon si scandaleusement inégale, évidemment non. L'argent existe, mais il est inadmissible qu'une part soit détournée vers les "trésors de guerre" et les fonds de pension de quelques-uns, pour spéculer sur des marchés financiers stériles alors que, distribuée, elle aiderait l'activité économique. Certes, notre pays redistribue déjà beaucoup son revenu par l'impôt et nos contributions à l'Europe. La misère actuelle nous crie que ce n'est pas suffisant.

Alors, attaquons les friches fiscales internationales. Elles permettront de demander d'autant moins à la fiscalité interne, dont il faut continuer la réforme en cours vers une assiette plus large. "Ayons la rage taxatoire", s'exclame R. Petrella, âme du Groupe de Lisbonne (club de recherche européen). Le G7 pourrait

s'entendre pour taxer les mouvements de capitaux⁽¹⁾. Une fois "bit-tax" sur les échanges commerciaux d'Internet est étudiée à Bruxelles. D'autres voies sont explorées, des gens sérieux⁽²⁾ autour de "Chômage et monnaie" considèrent les conditions réunies pour une émission de monnaie sans contrepartie. Voilà déjà des gisements de ressources nouvelles. Mais ce n'est pas tout. Si le pays s'enrichit et que la pauvreté augmente, c'est que certains prennent la part des autres. Diminuer l'écart social, c'est, sinon restituer ce qu'on a pris, au moins s'engager à laisser dorénavant à l'autre son dû.

Son dû ? À celui qui ne travaille pas ? Eh bien oui. Car tout homme, à tous moments de sa vie, contribue à faire marcher les affaires de la collectivité et mérite salaire. Directement comme producteur, consommateur ou intermédiaire, ou indirectement par sa seule présence, facteur de richesse pour lui et les autres : du bébé qui consomme du lait et produit du bonheur, à l'étudiant qui achète des cahiers et fabrique un citoyen, au vieillard qui nécessite des soins et apporte sa mémoire au patrimoine commun.

De plus, nous sommes tous héritiers du capital accumulé par nos ascendants, qui ont fait le pays ce qu'il est et nous ce que nous sommes. L'héritage familial en est la trace. Même notre langue qualifie ceux qui n'ont rien de "deshérités". Par qui ?

L'accroissement continu du temps libre offre au système libéral une occasion historique de se protéger lui-même des ravages de la déréglementation générale. Le "Revenu d'existence"⁽³⁾, versé à tous les citoyens pendant toute leur vie en toutes circonstances, est peut-être la seule mesure capable de répondre aux quatre exigences de l'heure, raison pour laquelle, sans doute, l'idée s'en répand en France et en Europe⁽⁴⁾. Sociologique : il rémunère l'intermittence des périodes de travail (qui sera demain le mode de vie de presque tous). Économique : il donne à tous un pouvoir d'achat, facteur de croissance et d'emplois nouveaux. Éthique : il restitue aux ayants droit ce qui leur a été confisqué. Humaine : il resolidarise les membres de la collectivité pour la faire progresser (car il varie avec le PNB) et maintient l'émulation nécessaire à une saine compétitivité interpersonnelle (car il s'ajoute aux revenus d'activité).

N'allons pas plus loin dans le détail. La France, on l'a vu, a le moyen de financer le revenu d'existence, au prix d'un rééquilibrage modéré de la répartition des revenus. L'Europe sociale pourrait en faire son axe, avec des adaptations pour chaque pays. Ainsi, voyons-nous poindre une ère où le temps de chômage ne sera plus la catastrophe personnelle actuelle. Il rejoindra, avec sa ressource assurée, les autres temps libres de la vie, qu'il sera alors possible de négocier et de planifier, pour les rendre productifs autrement.

(1) La "Tobin-tax", du nom de son auteur, prix

Nobel américain.

- (2) J.-M. Jeanneney, ex-ministre du général de Gaulle fondateur de l'OFCE, cf. *Le Monde* du 16/04/1997.
- (3) Association pour l'instauration du revenu d'existence (AIRE), tél. : 01 69 07 71 36, créée par Y. Bresson et H. Guillon (qui en fut le pionnier ici même dans *La Croix*).
- (4) *Sous les noms : "revenu-socle" ou "allocation universelle". L'AIRE participe au "Bien" (réseau européen pour un revenu de base).*

Serge DUMARTIN

Ouvrons le débat !

Le Revenu d'Existence, Droit de l'homme et fondement d'une économie solidaire

Ph. RICHE invite tous les correspondants de l'A.I.R.E. à participer au débat sur les réponses aux objections formulées à l'encontre du Revenu d'Existence et à nous apporter leurs témoignages.

Le principe d'un revenu de base - garantie de ressources inconditionnelles et égales pour tous - semble émerger à la fois de la rationalité économique de l'ère d'abondance post-industrielle, et du scandale de l'exclusion d'un nombre de plus en plus grand de personnes dans des sociétés de plus en plus riches. Mais il me semble pouvoir aller bien au delà d'une simple proposition destinée à relancer l'activité ou à pallier les lacunes de la protection sociale, même s'il peut avoir quelques mérites en ces domaines. Répondant à une situation de crise, le "Revenu d'Existence" (RE), insuffisant pour exister mais **dû** parce que l'on existe, pourrait s'inscrire comme un nouveau pas de l'homme dans son processus d'humanisation, si l'on veut bien admettre que celui-ci se caractérise par la croissance de son autonomie, de sa liberté et de sa solidarité.

Mais les mentalités sont plus lentes à évoluer que les faits, et ce type de proposition qui remet en cause un certain nombre d'habitudes, de règles et de droits que l'on croyait définitivement acquis, se heurte à des résistances souvent ambiguës ou irrationnelles, le plus souvent dictées par la paresse d'esprit, la peur du changement et le manque de confiance en soi

face à un avenir incertain. Les objections d'un certain nombre d'économistes ou de sociologues qui, malgré leur désir d'objectivité scientifique, ont du mal à sortir de leurs modèles de référence, alimentent et semblent justifier ces résistances.

Rappelons quelques unes des objections les plus courantes, y compris celles dont on peut penser qu'elles ne sont pas opposables au RE.

- 1. **L'emploi est la voie d'accès à l'intégration et à l'identité**, le plein emploi est donc un objectif social, accessible par le partage du travail et la croissance. Cet objectif est d'autant plus justifié que **l'homme est incapable de vivre sans travail** et que son chômage est dramatique. Le RE est donc une proposition inconsiderée.
- 2. **"A chacun selon son travail"**. Il est immoral de recevoir un revenu sans travail correspondant ; l'emploi salarié doit rester la source normale des revenus.
- 3. Le RE distribué à tous, quels que soient l'âge et le niveau de revenus, est un nouvel **avantage donné aux plus riches** au détriment des plus pauvres.
- 4. La communauté ne me doit rien et **je ne veux rien recevoir** d'elle. C'est mon travail qui me fait exister et vivre.
- 5. Le RE **ne changera rien** à la situation réelle des exclus tout en bouleversant les mécanismes

actuels de redistribution.

- 6. Un revenu inconditionnel serait la porte ouverte au gaspillage et une **incitation à la paresse**. Cela a d'ailleurs été prouvé par l'expérience de Speenhamland en Angleterre au début du 19^{ème} siècle, et récemment avec l'impôt négatif du New-Jersey aux États-Unis. L'instauration du RE ruinerait donc l'économie.
- 7. La proposition de RE est **suspecte** car ses partisans semblent se situer aussi bien à droite qu'à gauche, et pour des raisons parfois opposées. Elle peut être vue comme une mesure ultra-libérale consolidant la fracture sociale et exemptant l'État de son devoir vis à vis des plus défavorisés, ou comme le paroxysme de l'État-providence, voire comme une mesure communiste !
- 8. Le RE ne peut être une mesure universelle car de nombreux pays ne sont pas suffisam-

ment riches pour l'instaurer. **Il accroîtra donc l'écart Nord-Sud.**

- etc. On peut compléter cette liste, sans même entrer dans les problèmes techniques qui ne sont pas les plus difficiles.

La plupart de ces objections sont d'ordre culturel, et l'on pourra discuter pendant des heures, écrire d'innombrables mémoires, et ne jamais avancer tant que l'on reste dans le même cadre de pensée. Un changement culturel est à l'œuvre, et c'est ce travail de repérage que nous pourrions faire pour chacun des points, au cours des prochaines semaines. "Nous", car pour essayer de sortir des références classiques et savantes, je vous invite au débat et à transmettre vos témoignages au secrétariat de l'AIRE, (en attendant l'ouverture d'un site sur Internet !). (*à suivre*)

Philippe RICHE

Nouvelles du réseau B.I.E.N. (Basic Income European Network)

(Lettre n° 26 - Printemps 97)

Prochain Congrès du B.I.E.N.

Le 7^e Congrès se tiendra à Amsterdam du 10 au 12 Septembre 1998. Son coordinateur est Emiel Schäfer, Vereniging Basisinkomen, Herman Heijermansweg, 20, NL-1077 WL.

Quatre séances plénières sont actuellement prévues :

- État d'avancement du projet dans les différents pays ;
- Pleine activité sans pauvreté ;
- Financement durable du projet ;
- Le revenu de base et l'Europe.

Plusieurs ateliers étudieront respectivement le rapport du revenu de base avec : les syndicats, l'usage du temps, la fiscalité (en particulier de l'énergie), l'Europe, la notion d'inconditionnalité, l'impact économique (modèles), hors Europe, en Irlande.

On peut intervenir sur ce programme en contactant le coordinateur :

Tel : 31 20 573 1803

Fax : 31 20 671 3541

E-mail : basic.income@pi.net

Autres rencontres annoncées

- Université de « Partage » 25 août - 3 sept. à Thiviers (24, Dordogne) - thème général : « Comment combattre le chômage, l'exclusion et le racisme ».
- Refonder l'État-providence en Europe

Forum européen de Florence sept 98 - juin 99. Cette recherche sera dirigée par Maurizio Ferrera (Université de Pavie). Des bourses d'étude pour une année post-universitaire ou sabbatique peuvent être demandées jusqu'au 30/07/97.

Renseignements :

Forum Européen, E.U.I., via dei Roccettini 9, San Domenico di Fiesole (FI) Italie

Fax : 39 55 46 85 775

Parmi les publications analysées

- « The rationality of the welfare state », par E.O. Eriksen et J. Loftager (éditeurs).
Scandinavian University Press
(P.O. Box 2959 Toyen, N-0608 OSLO)
De très bons articles sur le revenu de base.
- « Justice Commission, planning for progress. Tackling poverty, unemployment and exclusion » - Socio-economic review 1997 Dublin CORI.
- « Un revenu sans condition pour tous : utopie ou urgence » - par Louise BOIVIN, magazine Présence, Montréal, fev. 97.
- « Un revenu pour tous » - Dossier du Monde de l'Économie 8 avril 97.

- « L'économie des inégalités », par Thomas Piketti - Repères n° 216, La Découverte, Paris.
- « Repenser la Solidarité » - n° spécial de la Revue Nouvelle (bd Général Jacques 126, B 1000 Bruxelles - Fax 32 2 64 03 107) n°s 5-6 mai-juin 1997.
Compte rendu du colloque qui s'est tenu à Louvain en Déc. 96, avec des papiers de Deschamps, de Villé, Pestieau, Roland... Van der Linden et Van Parijs.
- « Un débat public pour changer le monde » une série d'articles sous la direction de Michel Schweri dans le Courrier de Genève - janv. à juin 97.

Philippe RICHE

Nouvelles de l'association

M. André ROMIEU travaille à un ouvrage sur la crise économique et sociale et sur la nécessité d'un revenu pour tous avec la collaboration des membres de l'A.I.R.E..

Il devrait être publié fin 97.

Ouvrages disponibles auprès du secrétariat de l'A.I.R.E. :

“Repenser la solidarité”

par Y. Bresson et H. Guitton

au prix de 18 F frais de port inclus.
(par chèque à l'ordre de l'A.I.R.E.)